

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2737

6 octobre 2014

### SOMMAIRE

Alpha Fund, S.C.A., SICAV-SIF .....	131331	J.M.P. International S.A. ....	131373
ALVA Luxembourg S.A. ....	131330	JP Commercial VI S.à r.l. ....	131371
AXA Alternative Financing .....	131333	Leafy S.à r.l. ....	131371
Boussard & Gavaudan SICAV .....	131352	Nomura JPM WORLD CB FUND .....	131345
Bruellan Asset Management Fund .....	131366	Opera Gallery Services S.A. ....	131367
Cabinet Vétérinaire HILGER-WEBER Sàrl .....	131366	Ostrya Assets S.A. ....	131346
Capula ESS (SIF 2) Lux 1 S.à r.l. ....	131364	P4 Holding S.à r.l. ....	131331
Carat (Lux) SICAV .....	131332	PAS (Lux), S.à r.l. ....	131368
Carmeuse Holding S.A. ....	131366	PEH Trust Sicav .....	131333
Carmeuse Middle-East and Asia S.A. ....	131365	PEH Trust Sicav .....	131334
Carmignac International Luxembourg - CIL - S.A. ....	131365	Peiffer Constructions S.à r.l. ....	131370
Click'n Taste s.à r.l. ....	131374	Pervinage S.à r.l. ....	131368
C. & M. S.A. ....	131366	Pinault S.A. ....	131330
Concept SICAV .....	131334	Pirus S.A. ....	131330
Core Business Consultancy S.A. ....	131365	P.N.M. S.à r.l. ....	131370
Corlux S.A. ....	131367	Property Trier S.à r.l. ....	131367
C.P.I. Luxembourg S.A. ....	131365	Provalliance Salons Luxembourg S.C.A. .....	131367
EPGF (Luxembourg), Sàrl .....	131332	RES 1 S.A. ....	131369
Europ Continents Holding .....	131331	Resource Partners Holdings I S.à r.l. ....	131332
Feri Trust (Luxembourg) S.A. ....	131346	Resource Partners Holdings IV S.à r.l. ..	131364
Graff Timepieces S.A. ....	131345	Restaurant Chez Zhang S.à r.l. ....	131368
Horlogerie-Bijouterie Kinn S.à r.l. ....	131372	Restaurant Le Wok Sàrl .....	131368
Horus Group S.A. ....	131373	Rockhampton Sàrl .....	131330
Ici Paris XL (Luxembourg) S.A. ....	131372	Russian Asset MBS S.A. ....	131369
I.E. Lux Berlin n° 1 S. à r.l. ....	131373	RZ Finance S.à r.l. ....	131369
IMC Asset Management Funds .....	131345	Schmitcom S. à r.l. ....	131376
Indigo Capital IV S.à r.l. ....	131372	Searchlight BMS I (Lux) S.à r.l. ....	131370
Indigo Real Estate 3 S.à r.l. ....	131372	S.F.I.P. SA .....	131370
Intal Invest S.A. ....	131373	Skolinc S.A., SICAR .....	131349
		YCH S.à r.l. ....	131371

**Pinault S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 127.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120095/10.

(140138087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.**Pirus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 159.143.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120096/10.

(140138517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.**Rockhampton Sarl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 130.646.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2014.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2014120138/14.

(140137136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.**ALVA Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2157 Luxembourg, 8, rue 1900.  
R.C.S. Luxembourg B 131.956.

Les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 30 octobre 2014 à 14.00 heures à L-2157 Luxembourg, 8, rue Mil Neuf Cents, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31/10/2012;
3. Affectation du résultat;
4. Délibération conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales telle que modifiée (pertes cumulées dépassant les 3/4 du capital social);
5. Décharge aux administrateurs et Commissaires aux Comptes;
6. Divers.

Les formalités à accomplir pour l'accès à l'assemblée générale sont visées à l'article 26 des statuts.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014151847/20.

**P4 Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 156.860.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Pramerica Luxembourg Corporate Directorship S.à r.l.

Signature

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014120115/13.

(140138532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

**Alpha Fund, S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 134.597.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg le 22 juillet 2014:*

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat d'Ernst & Young S.A., en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Réviseur d'Entreprises agréé est:

- Ernst & Young S.A. ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 7 rue Gabriel Lippmann.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122099/14.

(140140715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**Europ Continents Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 16.913.

Les actionnaires de EUROP CONTINENTS HOLDING, Société anonyme, sont convoqués en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

pour le mercredi 22 octobre 2014 à 12.00 heures à Luxembourg, au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'entreprises agréé sur la gestion et les opérations sociales concernant l'exercice clos au 31 décembre 2013;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. Quitus aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé;
4. Affectation des résultats;
5. Nominations statutaires;
6. Fixation du montant des rémunérations et/ou jetons de présence à allouer aux administrateurs;
7. Autorisation au Conseil d'Administration de déléguer ses pouvoirs de gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres;
8. Autorisation au Conseil d'Administration d'acquérir des actions propres de la société et fixation des conditions et modalités des acquisitions dans le cadre des dispositions légales;
9. Questions diverses.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette assemblée, les propriétaires d'actions au porteur devront avoir déposé, au siège social, au plus tard le 16 octobre 2014, les titres de ces actions ou les avis de blocage en constatant le dépôt dans des banques ou établissements de crédit.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014149771/546/27.

**Resource Partners Holdings I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 130.010,00.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 155.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 29 juillet 2014. Andreas Demmel.

Référence de publication: 2014120127/10.

(140137939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

**EPGF (Luxembourg), Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 83.466.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014122695/11.

(140140492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**Carat (Lux) SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 73.244.

Die Aktionäre der CARAT (LUX) SICAV werden hiermit zu einer

**AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

der Aktionäre eingeladen, die am 24. Oktober 2014 um 14.30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

*Tagesordnung:*

1. Beschlussfassung der Aktionäre über die Einleitung der Liquidation der CARAT (LUX) SICAV
2. Bestellung des Liquidators der CARAT (LUX) SICAV
3. Bestellung der Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Deloitte Audit Société à responsabilité limitée Cabinet de Révision agréé zur Prüfung der Liquidation und Erstellung des Prüfberichtes der CARAT (LUX) SICAV
4. Liquidationskosten
5. Änderung des Artikels 35 der Satzung.

Dauerhafte Verlegung des Geschäftsjahresende auf den 31. Dezember eines jeden Jahres

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. g. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 20. Oktober 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der CARAT (LUX) SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax-Nr.: 00352/44903-4506 oder E-Mail: directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2014152491/755/33.

### AXA Alternative Financing, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion daté du 18 septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

*Pour la société*

AXA Alternative Financing Management S.à r.l.

Référence de publication: 2014147925/11.

(140169283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

### PEH Trust Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 135.989.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den dreizehnten August.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg.

Sind erschienen:

- 1) Herr Christian Wolff, Privatangestellter, beruflich ansässig in Grevenmacher,
- 2) Herr Mathias Kesselheim, Privatangestellter, beruflich ansässig in Grevenmacher.

Diese Erschienenen, welche als Vorsitzende, Protokollführer/Stimmzähler und als Aktionärsvertreter bei der außerordentlichen Generalversammlung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) „PEH TRUST SICAV“, mit Sitz in L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 135989 gehandelt haben, ersuchen den Notar folgendes zu beurkunden:

- In der besagten außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Mai 2014 wurde beschlossen den Namen der Gesellschaft in Concept Sicav abzuändern und die Satzung der Gesellschaft neuzufassen;
- Die Bezeichnung Concept Sicav kann jedoch nicht im Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen werden, da die Bezeichnung nicht mehr frei ist.

Herr Christian WOLFF, handelnd als Vertreter der fo.con S.A., einziger Aktionär, welcher am 15. Mai 2014 vertreten war, auf Grund einer Vollmacht vom 7. August 2008, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

erklärt sodann den Notar zu beurkunden, dass der Name der Gesellschaft in Concept I Sicav abgeändert wird.

Artikel 1 der neugefassten Satzung lautet somit wie folgt:

„ **Art. 1. Name.** Zwischen den gegenwärtigen Aktionären und allen nachfolgenden Eigentümern zukünftig ausgebender Aktien besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („Société d'investissement à capital variable“ - „SICAV“) mit mehreren Teilfonds unter dem Namen Concept I Sicav („Investmentgesellschaft“). Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Teilfonds umfassen kann.“

Eine diesbezügliche Mitteilung an die Aktionäre wird wie folgt veröffentlicht

- In der Tageszeitung „Tageblatt“ (Luxemburg) am 13. August 2014
- im Mémorial, Recueil C, am 13. August 2014
- im Bundesanzeiger (Deutschland) am 13. August 2014
- in der „Börsenzeitung“ (Deutschland) am 13. August 2014

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. WOLFF, M. KESSELHEIM und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 août 2014. Relation: LAC/2014/39250. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 29. August 2014.

Référence de publication: 2014136312/43.

(140154921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

**Concept SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. PEH Trust Sicav).**

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.  
R.C.S. Luxembourg B 135.989.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den fünfzehnten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable") "PEH TRUST SICAV", mit Sitz in Grevenmacher, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 135.989, zu einer außerordentlichen Generalversammlung („Versammlung“) zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den zu Luxemburg amtierenden Notar Henri HELLINCKX, am 29. Januar 2008, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 533 vom 04. März 2008. Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert gemäss Urkunde desselben Notars vom 16. Juli 2013, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 2340 vom 23. September 2013.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Christian Wolff, Privatangestellter, beruflich ansässig in Grevenmacher, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Protokollführer und die Versammlung bestimmt zum Stimmenzähler Herrn Mathias Kesselheim, Privatangestellter, beruflich ansässig in Grevenmacher.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste und gegebenenfalls die Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigelegt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Versammlung wurde einberufen wie folgt durch Einladung mit der hiernach angegebenen Tagesordnung veröffentlicht:

- in der Tageszeitung "Tageblatt" (Luxemburg) am 11. April 2014 und am 29. April 2014;
- in der Tageszeitung „d'Wort“ am 11. April 2014 und am 29. April 2014
- im Mémorial, Recueil C, am 11. April 2014 und am 29. April 2014
- im Bundesanzeiger (Deutschland) am 11. April 2014 und am 29. April 2014
- und in der "Börsenzeitung" (Deutschland) am 11. April 2014 und am 29. April 2014

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

*Tagesordnung:*

1. Änderung des Namens der Gesellschaft von "PEH Trust Sicav" in "Concept Sicav".
2. Neufassung der Satzung gemäß den Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.
3. Verschiedenes.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass 1 (eine) Aktie anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten ist.

Der Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 10. April 2014 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende:

*Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst den Namen der Gesellschaft von "PEH Trust Sicav" in "Concept Sicav" abzuändern.

*Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst die Neufassung der Satzung gemäß den Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.

Die Satzung lautet somit wie folgt:

**I. Name, Sitz und Zweck der Investmentgesellschaft**

**Art. 1. Name.** Zwischen den gegenwärtigen Aktionären und allen nachfolgenden Eigentümern zukünftig ausgebender Aktien besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („Société d'investisse-

ment à capital variable“ - „SICAV“) mit mehreren Teilfonds unter dem Namen Concept Sicav („Investmentgesellschaft“). Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Teilfonds umfassen kann.

**Art. 2. Sitz.** Gesellschaftssitz ist in Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft („Verwaltungsrat“) kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden und können Niederlassungen und Repräsentanten an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die luxemburgische Nationalität jedoch beibehalten.

**Art. 3. Zweck.**

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und/oder sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“) mit dem Ziel einen Mehrwert zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) („Gesetz vom 10. August 1915“) festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.

## II. Dauer, Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft

**Art. 4. Dauer der Investmentgesellschaft.** Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

**Art. 5. Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“).** Der Verwaltungsrat kann nach vorheriger Zustimmung der CSSF gemäß den im Gesetz vom 17. Dezember 2010 benannten Bedingungen und Verfahren beschließen, die Investmentgesellschaft mit einem anderen OGAW zu verschmelzen, wobei dieser andere OGAW sowohl in Luxemburg als auch in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen sein kann.

Unbeschadet des Vorstehenden muss im Falle einer Verschmelzung der Investmentgesellschaft in einen anderen OGAW (wobei demnach im Anschluss an die Verschmelzung die Investmentgesellschaft nicht mehr existiert) das Datum des Inkrafttretens der Verschmelzung von der Generalversammlung beschlossen werden.

Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

Der Verschmelzungsbeschluss wird in einer von der Investmentgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile der Investmentgesellschaft vertrieben werden, veröffentlicht.

Die betroffenen Aktionäre haben stets während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten, die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert oder, sofern im Einzelfall einschlägig, den Umtausch ihrer Aktien in Aktien eines anderen OGAWs mit ähnlicher Anlagepolitik, der von derselben Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Nettoinventarwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des übernehmenden OGAW ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Eine Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem Luxemburger oder ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“), der kein OGAW ist, ist nicht möglich.

Hat die Investmentgesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft benannt, so können Rechts-, Beratungs- oder Verwaltungskosten, die mit der Vorbereitung und der Durchführung einer Verschmelzung verbundenen sind, nicht der Investmentgesellschaft oder dessen Aktionären angelastet werden.

Unter den vorstehend genannten Bedingungen kann eine Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren OGAW ebenfalls von der Generalversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

**Art. 6. Liquidation der Investmentgesellschaft.**

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Der Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen, es sei denn diese Satzung, das Gesetz vom 10. August 1915 oder das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verzichten auf die Einhaltung dieser Bestimmungen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird beschlossen, wenn sie von 25% der in der Generalversammlung abgegebenen Stimmen gebilligt worden ist. Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, die zum Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht an die Aktionäre ausgekehrt werden können, werden von der Verwahrstelle nach Abschluss des Liquidationsverfahrens, gegebenenfalls auf Anweisung der Liquidatoren, für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

### **III. Teilfonds und Zielteilfonds, Dauer, Verschmelzung und Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds**

#### **Art. 7 Teilfonds und Zielteilfonds.**

1. Die Investmentgesellschaft besteht aus einem oder mehreren Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

2. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständiges Vermögen. Die Rechte und Pflichten der Aktionäre eines Teilfonds sind von denen der Aktionäre der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, die von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

3. Jeder Teilfonds kann Aktien eines oder mehrerer anderer Teilfonds der Investmentgesellschaft („Zielteilfonds“) unter der Bedingung zeichnen, erwerben und/oder halten, dass:

- die Zielteilfonds ihrerseits nicht in den betroffenen Teilfonds anlegen; und
- die Zielteilfonds, deren Anteile erworben werden, dürfen nach ihren Vertragsbedingungen oder Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% ihres Vermögens in Anteilen anderer OGA anlegen; und der Anteil der Vermögenswerte, den die Zielteilfonds ihrerseits in Aktien oder Anteilen anderer OGA anlegen können, insgesamt nicht 10% übersteigt; und
- die Stimmrechte, die gegebenenfalls mit den jeweiligen Aktien zusammenhängen, so lange ausgesetzt werden, wie die Zielteilfondsanteile gehalten werden, unbeschadet einer ordnungsgemäßen Abwicklung der Buchführung und den regelmäßigen Berichten; und
- der Wert dieser Aktien nicht in die Berechnung des Nettovermögens der Investmentgesellschaft insgesamt einbezogen wird, solange diese Aktien von dem Teilfonds gehalten werden, sofern die Überprüfung des durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 vorgesehenen Mindestnettovermögens der Investmentgesellschaft betroffen ist.

Insofern unterliegt die Investmentgesellschaft nicht den Vorschriften des geänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften betreffend die Zeichnung, den Erwerb und/oder das Halten eigener Aktien durch eine Gesellschaft.

**Art. 8. Dauer der einzelnen Teilfonds.** Die Teilfonds können auf bestimmte oder unbestimmte Dauer errichtet werden. Die Dauer eines Teilfonds ergibt sich aus dem Verkaufsprospekt.

#### **Art. 9. Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds.**

1. Die Auflösung und Liquidation eines Teilfonds erfolgt automatisch nach Ablauf seiner Laufzeit, sofern einschlägig.

2. Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann darüber hinaus durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft liquidiert werden. Jeder Teilfonds kann einzeln liquidiert werden, ohne dass dies die Liquidation eines anderen Teilfonds zur Folge hat. Nur die Liquidation des letzten verbleibenden Teilfonds führt automatisch auch zur Liquidation der Investmentgesellschaft. In diesem Fall ist die Ausgabe von Aktien ab Beschluss der Liquidation untersagt, es sei denn, diese Ausgabe wäre zum Zwecke der Liquidation erforderlich.

3. Die Liquidation kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.
- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.



Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die CSSF.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

4. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Verwahrstelle nach Abschluss des Liquidationsverfahrens, gegebenenfalls auf Anweisung der Liquidatoren, für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

**Art. 10. Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds.** Der Verwaltungsrat kann nach vorheriger Zustimmung der CSSF gemäß den im Gesetz vom 17. Dezember 2010 benannten Bedingungen und Verfahren beschließen, zwei oder mehrere Teilfonds der Investmentgesellschaft miteinander oder einen Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Teilfonds eines anderen OGAWs zu verschmelzen, wobei dieser andere OGAW sowohl in Luxemburg als auch in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen sein kann.

Der Verschmelzungsbeschluss wird in einer von der Investmentgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile der Investmentgesellschaft bzw. des oder der Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die betroffenen Aktionäre haben stets während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten, die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert oder, sofern im Einzelfall einschlägig, den Umtausch ihrer Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds mit ähnlicher Anlagepolitik zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Nettoinventarwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des übernehmenden OGAW bzw. Teilfonds desselben ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Eine Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Teilfonds dieses Luxemburger oder ausländischen OGA, der kein OGAW ist, ist nicht möglich.

Hat die Investmentgesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft benannt, so können Rechts-, Beratungs- oder Verwaltungskosten, die mit der Vorbereitung und der Durchführung einer Verschmelzung verbundenen sind, nicht der Investmentgesellschaft bzw. dem betroffenen Teilfonds oder dessen Aktionären angelastet werden.

Unter den vorstehend genannten Bedingungen kann eine Verschmelzung von zwei oder mehreren Teilfonds der Investmentgesellschaft miteinander oder eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") bzw. einem Teilfonds eines anderen OGAW ebenfalls von der Generalversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

#### IV. Gesellschaftskapital und Aktien

**Art. 11. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe der Netto-Teilfondsvermögen aller Teilfonds („Nettovermögen“) der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 13 Nr. 4 dieser Satzung und wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft betrug bei Gründung einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) dem dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert gegenüberstanden.

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Mio. Euro (einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro) und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die CSSF erreicht werden. Hierfür ist auf das Nettovermögen der Investmentgesellschaft abzustellen.

#### Art. 12. Aktien.

1. Aktien der Investmentgesellschaft sind Aktien an dem jeweiligen Teilfonds und lauten auf den Inhaber. Sie werden mittels Eintragung in ein Aktienregister der Investmentgesellschaft in der Form von Aktienbestätigungen zur Verfügung gestellt. Die Aktien können auch in Globalzertifikaten verbrieft werden; ein Anspruch auf die Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht. Alle Aktien sind nennwertlos; sie sind voll eingezahlt, frei übertragbar und besitzen kein Vorzugsoder Vorkaufsrecht.

Die Arten der Aktien werden für den jeweiligen Teilfonds im Verkaufsprospekt angegeben.

2. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle an deren Gesellschaftssitz oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

3. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

4. Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

5. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im Verkaufsprospekt Erwähnung.

6. Der Verwaltungsrat kann beschließen, auf Initiative des Aktionärs sowie im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren auszugeben, vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere im Rahmen der Anlagepolitik sowie der Anlagebeschränkungen des betreffenden Teilfonds zulässig sind. Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren muss der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft ein Gutachten zur Bewertung der einzubringenden Wertpapiere erstellen. Die Kosten einer in der vorbeschriebenen Weise durchgeführten Ausgabe von Aktien trägt der Zeichner, der diese Vorgehensweise verlangt.

### **Art. 13. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.**

1. Das Nettovermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) („Referenzwährung“).

2. Der Wert einer Aktie („Nettoinventarwert pro Aktie“) lautet auf die im Verkaufsprospekt angegebene Währung („Teilfondswährung“).

3. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter der Verantwortung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt festgesetzten Rhythmus („Bewertungstag“) berechnet. Der Verwaltungsrat kann für einzelne Teilfonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Nettoinventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.

4. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds („Netto-Teilfondsvermögen“) am Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt.

5. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Vermögens der Investmentgesellschaft gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Soweit Wertpapiere an mehreren Börsen notiert sind, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Investmentgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 60 Tagen können mit dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Kredit- oder Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, und der Investmentgesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.

d) Anteile an OGAWs, OGAs und sonstigen Investmentfonds bzw. Sondervermögen werden zum letzten festgestellten verfügbaren Nettoinventarwert bewertet, der von der jeweiligen Verwaltungsgesellschaft, dem Anlagevehikel selbst oder einer vertraglich bestellten Stelle veröffentlicht wurde. Sollte ein Anlagevehikel zusätzlich an einer Börse notiert sein, kann die Investmentgesellschaft auch den letzten verfügbaren bezahlten Börsenkurs des Hauptmarktes heranziehen.

e) Exchange Traded Funds (ETFs) werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs des Hauptmarktes bewertet. Die Investmentgesellschaft kann auch den letzten verfügbaren von der jeweiligen Verwaltungsgesellschaft, dem Anlagevehikel selbst oder einer vertraglich bestellten Stelle veröffentlichten Kurs, heranziehen.

Falls für die unter Buchstaben a. bis e. genannten Wertpapiere bzw. Anlageinstrumente keine Kurse festgelegt werden oder die Kurse nicht marktgerecht bzw. unsachgerecht sind, werden diese Wertpapiere bzw. Anlageinstrumente ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben festlegt.

f) Alle nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in diese Teilfondswährung umgerechnet.

6. Sofern für einen Teilfonds mehrere Aktienklassen ausgegeben werden, wird die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktienklasse wie folgt durchgeführt:

a) Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Ziffer 1 bis 5 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse separat.

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Aktien erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Aktien vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens.

c) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Aktienwert der ausschüttungsberechtigten Aktien um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Aktien am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens, während sich der prozentuale Anteil der nichtausschüttungsberechtigten Anteile am gesamten Netto-Teilfondsvermögen erhöht.

7. Für einen Teilfonds kann ein Ertragsausgleich durchgeführt werden.

8. Die Investmentgesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Teilfonds befriedigt werden können, den Aktienwertwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstages bestimmen, an welchem sie für den Teilfonds die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsaufträge für den Teilfonds.

#### **Art. 14. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.**

1. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

c) wenn auf Ebene eines Master-OGAWs, ob auf eigene Initiative oder auf Nachfrage der zuständigen Aufsichtsbehörde, die Ausgabe und Rücknahme seiner Aktien ausgesetzt wurde, so kann auf Ebene des als Feeder aufgesetzten Teilfonds die Berechnung des Nettoinventarwertes während eines Zeitraumes der dem Zeitraum der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes auf Ebene des Master-OGAW entspricht, ausgesetzt werden.

d) Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von dem betreffenden Ereignis nicht berührt sind.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von dem betreffenden Ereignis nicht berührt sind.

2. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, wird auch die Ausgabe von Aktien zeitweilig eingestellt.

3. Aktionäre, welche einen Rücknahmeauftrag bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

4. Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge können im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie vom Aktionär bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie widerrufen werden.

#### **Art. 15. Ausgabe von Aktien.**

1. Die Ausgabe von Aktien erfolgt zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 13 dieser Satzung, gegebenenfalls zuzüglich eines Ausgabeaufschlages („Ausgabepreis“), gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen.

Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer im Verkaufsprospekt festgelegten Frist nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

Die Investmentgesellschaft ist ermächtigt, laufend neue Aktien auszugeben. Sie kann die Zeichnung von Aktien Bedingungen unterwerfen sowie Zeichnungsfristen und Mindestzeichnungsbeträge festlegen. Entsprechende Regelungen finden sich im Verkaufsprospekt. Die Investmentgesellschaft kann für einen Teilfonds jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre, zum Schutz des jeweiligen Teilfonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Teilfonds erforderlich erscheint.

Die Investmentgesellschaft kann für einzelne Teilfonds den regelmäßigen Kauf von Aktien im Rahmen von Sparplänen zum systematischen Vermögensaufbau anbieten. Im Falle von Sparplänen wird maximal bis zu ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet.

3. Die Investmentgesellschaft kann auf Initiative des Aktionärs abweichend des vorstehenden Abschnitts, im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere in den Rahmen der Anlagepolitik sowie der Anlagebeschränkungen des betreffenden Teilfonds passen. Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren muss der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft ein Gutachten zur Bewertung der einzubringenden Wertpapiere erstellen. Die Kosten einer in der vorbeschriebenen Weise durchgeführten Ausgabe von Aktien trägt der Zeichner, der diese Vorgehensweise verlangt.

4. Die Aktien werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Verwahrstelle im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Register- und Transferstelle zugeteilt.

5. Die Verwahrstelle wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zinslos zurückzahlen.

6. Die Investmentgesellschaft erlaubt keine „Market Timing“ und „Late Trading“ Praktiken, d.h. z.B. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzonen.

Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Investmentgesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen zu schützen. Demzufolge erfolgen Ausgaben von Aktien eines jeden Teilfonds grundsätzlich nur zu unbekanntem Nettoinventarwerten.

**Art. 16. Einschränkung des Aktienbesitzes.** Der Verwaltungsrat kann den Besitz von Aktien einschränken, sodass keine Aktien von Personen erworben oder gehalten werden,

1. welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzen oder gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospekts vom Aktienbesitz ausgeschlossen sind;

2. deren Aktienbesitz nach Auffassung und/oder Wissen des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Investmentgesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleiden könnte.

**Art. 17. Rücknahme und Umtausch von Aktien.**

1. Die Aktionäre eines Teilfonds sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen. Ein entsprechender Rücknahmeantrag kann, unter Beachtung weiterer im Verkaufsprospekt festgelegter Bedingungen über eine der Vertriebsstellen, der Register- und Transferstelle oder ggf. die jeweilige depotführende Stelle des Investors, die Investmentgesellschaft oder die Verwaltungsgesellschaft eingereicht werden. Die Rücknahme der Aktien erfolgt zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 13 dieser Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages („Rücknahmepreis“) gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb einer im Verkaufsprospekt festgelegten Frist nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Teilfondswährung gegen Rückgabe der Aktien.

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, umfangreiche Rücknahmen von mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des betroffenen Teilfonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte dieses Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Anleger, die ihre Aktien zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Aussetzung der Rücknahme sowie von der Wiederaufnahme der Rücknahme unverzüglich in geeigneter Weise in Kenntnis gesetzt.

3. Der Umtausch von Aktien erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwertes der betreffenden Aktienklassen beziehungsweise der betreffenden Teilfonds gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen. Dabei kann eine Umtauschprovision erhoben werden; eine Nachzahlung der etwaigen Differenz zwischen den Ausgabebeträgen auf die Nettoinventarwerte der betreffenden Teilfonds bleibt hiervon unberührt.

4. Die Verwahrstelle ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Verwahrstelle nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Die Investmentgesellschaft kann für jeden Teilfonds Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre oder zum Schutz der Investmentgesellschaft oder des jeweiligen Teilfonds erforderlich erscheint.

6. Die Investmentgesellschaft erlaubt keine „Market Timing“ und „Late Trading“ Praktiken, d.h. z.B. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzonen. Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Investmentgesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen zu schützen. Demzufolge erfolgen Rücknahmen und Umtausche von Aktien eines jeden Teilfonds grundsätzlich nur zu unbekanntem Nettoinventarwerten.

## V. Generalversammlung

**Art. 18. Rechte der Generalversammlung.** Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

### **Art. 19. Einberufung.**

1. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz am dritten Mittwoch im April eines jeden Jahres um 09:00 Uhr abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung kann an einem anderen Ort als dem Gesellschaftssitz und auch im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

3. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

4. Die oben unter 2. und 3. aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen.

**Art. 20. Beschlussfähigkeit und Abstimmung.** Der Ablauf der Generalversammlungen bzw. der getrennten Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklasse(n) muss, soweit es die vorliegende Satzung nicht anders bestimmt, den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Teilfonds oder Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Teilfonds oder Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Teilfonds oder Aktienklassen halten.

Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 17. Dezember 2010, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten, die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur einen oder mehrere Teilfonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

### **Art. 21. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär.**

1. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden oder eines Mitgliedes des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt einen Stimmzähler, der ebenso nicht notwendigerweise Aktionär sein muss.

3. Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

## **VI. Verwaltungsrat**

### **Art. 22. Zusammensetzung.**

1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Die Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied wählen, wenn

a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder

b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht

unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann. Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wiedergewählt werden.

2. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

3. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

**Art. 23. Befugnisse.** Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat kann darüber hinaus über die Ausschüttung von Interim dividenden entscheiden.

**Art. 24. Festlegung der Anlagepolitik.** Der Verwaltungsrat ist befugt die allgemeine sowie die teilfondsspezifische Anlagepolitik nach dem Grundsatz der Risikostreuung, unter Beachtung gesetzlicher Anlagebeschränkungen, insbesondere gemäß dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, sowie unter Beachtung von Verordnungen sowie Verwaltungsratsbeschlüssen, zu bestimmen. Darüber hinaus wird der Verwaltungsrat gesetzliche Beschränkungen und Anforderungen von den Aufsichtsbehörden jener Länder beachten, in denen Aktien der Investmentgesellschaft zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung in der jeweiligen Teilfondswährung. Die allgemeine sowie die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird im Verkaufsprospekt beschrieben.

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird nach den im Verkaufsprospekt beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt

**Art. 25. Interne Organisation des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

**Art. 26. Verwaltungsgesellschaft.** Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. dem Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise, übertragen.

Die Verwaltungsgesellschaft darf die Aufgaben des Portfoliomanagements auf einen Dritten auslagern, wobei dieser für die Zwecke der Vermögensverwaltung zugelassen und einer behördlichen Aufsicht unterliegen muss.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines bezahlten Bevollmächtigten.

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Zusammenhang mit der Verwaltung der Aktiva des jeweiligen Teilfonds unter eigener Verantwortung und Kontrolle einen Anlageberater oder Portfolioverwalter hinzuziehen.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern diese keinen Portfolioverwalter mit dem Fondsmanagement betraut hat.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

**Art. 27. Sitzungen des Verwaltungsrates.** Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilnehmen, auch indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der

Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen, und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw.

vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen, die im Sinne von Artikel 29 dieser Satzung ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief, Telefax oder mit Hilfe eines elektronischen Mediums eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren.

**Art. 28. Protokolle.** Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

**Art. 29. Häufigkeit und Einberufung.** Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens achtundvierzig (48) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

**Art. 30. Zeichnungsbefugnis.** Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

**Art. 31. Unvereinbarkeitsbestimmungen.** Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und einer Verwaltungsgesellschaft, dem Portfolioverwalter, einem Anlageberater, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, der oder den Vertriebsstellen (bzw. ein mit diesen mittelbar oder

unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Verwahrstelle Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar.

**Art. 32. Schadloshaltung.** Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

## VII. Wirtschaftsprüfer

**Art. 33. Wirtschaftsprüfer.** Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/sind und von der Generalversammlung ernannt wird/werden.

Der/die Wirtschaftsprüfer ist/sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann/können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden. Der/die Wirtschaftsprüfer kann/können wiedergewählt werden.

## VIII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

**Art. 34. Verwendung der Erträge.** Der Verwaltungsrat kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Die jeweilige Ertragsverwendung eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse wird im Verkaufsprospekt aufgeführt. Zur Ausschüttung können neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art sowie sonstige Aktiva, jederzeit ganz oder teilweise ausgeschüttet werden, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze nach Artikel 11 dieser Satzung sinkt.

Sofern im Verkaufsprospekt eine Ausschüttung der Erträge vorgesehen ist, kann abweichend hiervon auf gesonderten Beschluss der Investmentgesellschaft auch eine Thesaurierung der Erträge vorgenommen werden.

Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, zugunsten der jeweiligen Aktienklasse. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Die Auszahlungen von Ausschüttungen erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises.

Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht ausgezahlt wurden, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten dem jeweiligen Teilfondsvermögen der Investmentgesellschaft, und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, zugunsten der jeweiligen Aktienklasse. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Sofern im jeweiligen Anhang eine Thesaurierung der Erträge vorgesehen ist, können auf gesonderten Beschluss der Verwaltungsgesellschaft neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste sowie sonstige Aktiva, jederzeit ganz oder teil-ausgeschüttet werden, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze nach Artikel 11 Absatz 2 fällt.

**Art. 35. Berichte.** Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

**Art. 36. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

### Art. 37. Verwahrstelle.

1. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Verwahrstelle bestellt. Die Funktion der Verwahrstelle richtet sich nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, dem Verwahrstellenvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Verwahrstelle geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwahrstelle durch die Aktionäre nicht aus.

**Art. 38. Satzungsänderung.** Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten bei der Abstimmung eingehalten werden.



**Art. 39. Allgemeines.** Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verwiesen.

Zu Punkt 3. der Tagesordnung liegen keine Wortmeldungen vor.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Sammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. WOLFF, M. KESSELHEIM und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 mai 2014. Relation: LAC/2014/23076. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 29. August 2014.

Référence de publication: 2014136311/636.

(140154921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

---

### **IMC Asset Management Funds, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Le règlement de gestion consolidé effectif au 9 septembre 2014 a été enregistré et déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 24 septembre 2014.

IMC Asset Management Luxembourg S.A.

Signature

Référence de publication: 2014150905/11.

(140172064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

---

### **Nomura JPM WORLD CB FUND, Fonds Commun de Placement.**

—  
A mutual investment fund  
organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg  
(the "Fund")

The Fund ceased to exist on 30<sup>th</sup> September 2014 following the expiry of the period of time for which it was created. According to the management regulations of the Fund, the Company will act as liquidator of the Fund and will realise the assets of the Fund in the best interests of the unitholders.

Luxembourg, 6<sup>th</sup> October 2014

For the board of directors of the Company

Référence de publication: 2014152488/260/12.

---

### **Graff Timepieces S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 123.724.

#### — EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 21 juillet 2014 que:

- Gestman S.A. a démissionné de son poste de commissaire.

- A été élue au poste de Commissaire en remplacement du commissaire démissionnaire:

\* Gestal Sàrl, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014121434/16.

(140139463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---

**Feri Trust (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 18, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 128.987.

Die koordinierte Fassung des Verwaltungsreglements in Bezug auf den Fonds MultiSelect vom 1. Oktober 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 1. Oktober 2014.

Feri Trust (Luxembourg) S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2014151526/13.

(140173209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

**Ostrya Assets S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de le Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 190.523.

**STATUTS**

L'an deux mil quatorze, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Karine REUTER notaire résidant à PETANGE.

A comparu:

GECKOES S.C., ayant son siège social au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section E numéro 4576,

ici dûment représentée par Odile BERNS, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 11 septembre 2014 à Luxembourg,

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (ci-après, les Statuts) d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**Titre I<sup>er</sup> . Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «OSTRYA ASSETS S.A.».

**Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision de l'administrateur-unique ou du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société peut également acquérir, administrer et gérer, par location ou autrement, tous immeubles et biens immobiliers.

La société peut encore développer, acquérir, céder et exploiter des marques, brevets et tous autres droits similaires ou équivalents, à Luxembourg et à l'étranger.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, accorder

à d'autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

## **Titre II. Capital, Actions**

**Art. 5.** La Société a un capital social émis de trente et un mille euros (31.000 EUR), divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310 EUR) chacune.

Les actions sont soit nominatives soit au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception des actions pour lesquelles la loi prévoit la forme nominative. A ce sujet, tous les actionnaires actuels et à venir devront obligatoirement se conformer à la loi du 28 juillet 2014.

La Société pourra émettre des certificats nominatifs ou au porteur d'actions multiples.

## **Titre III. Administration**

**Art. 6.** La société est administrée en cas d'un actionnaire unique par un administrateur unique ou par un conseil d'administration ou en cas de pluralité d'actionnaires par un conseil d'administration, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires.

L'administration unique ou les membres du Conseil peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et, la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.

**Art. 7.** En cas d'existence d'un conseil d'administration, il pourra choisir parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs. Le conseil d'administration pourra seulement valablement délibérer et prendre des décisions si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et si au moins deux administrateurs seront physiquement présents. Toute décision prise par le conseil d'administration sera adoptée à la simple majorité. Les procès-verbaux des réunions seront signés par tous les administrateurs présents à la réunion.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer par le biais d'une conférence téléphonique ou par tout autre moyen de télécommunication permettant à différentes personnes de participer à la même réunion et de communiquer entre eux. Une telle participation est à considérer comme étant égale à une présence physique. Une telle décision peut être documentée sur un seul document ou sur plusieurs documents ayant le même contenu signé par tous les membres ayant participé à la réunion.

Le Conseil d'administration peut prendre différentes décisions par des résolutions circulaires, si l'approbation est faite par écrit, câble, télégramme, telex, Fax, E-mail ou tout autre moyen de communication agréé. Une telle décision peut être documentée sur un seul document ou sur plusieurs documents ayant le même contenu signé par tous les membres ayant participé à la réunion.

**Art. 8.** L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social conformément à l'article 4 ci-dessus.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. L'administrateur unique ou le cas échéant le conseil d'administration préparera une situation intérimaires des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

**Art. 9.** La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique ou en cas d'existence d'un conseil d'administration par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou

plusieurs fondés de pouvoirs. Le fondé de pouvoir ou le directeur ne doit pas être nécessairement un administrateur ou un actionnaire.

**Art. 11.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

#### **Titre IV. Surveillance**

**Art. 12.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Ils peuvent être réélus ou révoqués à tout moment.

#### **Titre V. Assemblée générale**

**Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le second mardi de juin à 19.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent qu'ils ont eu connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Chaque action donne droit à une voix.

#### **Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 14.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 15.** L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième (10%) du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve constitue moins de dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

#### **Titre VII. Dissolution, Liquidation**

**Art. 16.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

#### **Titre VIII. Dispositions générales**

**Art. 17.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

##### *Dispositions transitoires*

- 1.- Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2014.
- 2.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

##### *Souscription et libération*

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, la comparante, «GECKOES S.C.» prénommée, déclare souscrire CENT (100) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été libérées à hauteur de 100% (cent pour cent) par paiement en numéraire de sorte que le montant de trente et un mille euros (31.000 EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

##### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est estimé à mille trente euros (1.030,- EUR).

##### *Décisions de l'actionnaire unique*

La comparante, représentée comme dit ci-avant et représentant l'entière du capital social, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et le nombre des commissaires aux comptes à un (1).
2. Sont nommés administrateurs de la société:

M. Jean-Pierre HIGUET, né à Couvin (Belgique), le 23 novembre, 1960, demeurant au 128 Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, M. Clive GODFREY, né à Kortrijk (Belgique), le 6 août 1954, demeurant au 128 Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, et

M. Stéphane BIVER, né à Watermael-Boitsfort (Belgique), le 3 août 1968, demeurant au 128 Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg.

Leurs mandats s'achèveront à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

3. Est nommée Commissaire aux comptes de la société:

la société anonyme «DATA GRAPHIC S.A.», ayant son siège au 128, Boulevard de la Pétrusse à L-2330 LUXEMBOURG (RCS Luxembourg B 42.166).

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'année 2020.

4.- Le siège social de la Société est fixé au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signés: O. BERNS, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12985. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PETANGE, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151119/166.

(140172254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

**Skolinc S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 155.227.

*Ce document remplace et rectifie celui annexé au dépôt L140168793 du 24/09/2014*

In the year two thousand fourteen, on the seventh of August,  
before Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains,

is held

an extraordinary general meeting of shareholders of SKOLINC S.A., SICAR (the "Company"), an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) established as a public limited company (société anonyme) subject to the amended act of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital (the "2004 Act"), with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 155.227. The Company has been incorporated by a notarial deed on 25 August 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1882 of 14 September 2010.

The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a notarial deed dated 14 June 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2119 of 10 September 2011.

The meeting was opened at 6.00 p.m., with Mr Frank Stolz-Page, private employee, with professional address in Mondorf-les-Bains, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Brigitte Wahl, private employee, with professional address in Mondorf-les-Bains.

The meeting elected as scrutineer Mr Chris Oberhag, private employee, with professional address in Mondorf-les-Bains,

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the present meeting has been convened by notices sent to all the shareholders by registered mail on the 25<sup>th</sup> of July 2014;

II.- That the agenda of the meeting is the following:

a) decision to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire) with immediate effect;

b) decision to appoint H.R.T. Révision S.A. as liquidator (liquidateur) in relation to the liquidation of the Company (the "Liquidator");

c) determination of the powers of the Liquidator in relation to the liquidation procedure of the Company;

d) decision to instruct the Liquidator to realize, at the best of its abilities and with regard to the circumstances, all the assets of the Company, to pay the debts of the Company, to proceed to the redemption in kind of the units of the Company and to issue a report on the liquidation;

e) decision to instruct the auditor of the Company, Grant Thornton Lux Audit S.A. (the “Auditor”), to issue a report on the liquidation; and

f) decision to grant power to the Liquidator to convene an extraordinary general meeting of shareholders resolving on the closing of the liquidation.

III.- That the present or represented shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed after having been initialled *ne varietur* by the persons appearing.

IV.- That out of four thousand eight hundred seventy-five (4,875) shares representing the whole share capital, four thousand (4,000) shares are present or represented at the present meeting.

V.- That the present meeting, representing more than fifty percent (50%) of the share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

*First resolution*

In accordance with articles 141-151 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), the general meeting decides to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire) with immediate effect.

*Second resolution*

As a consequence of the above resolution, the general meeting decides to appoint as liquidator H.R.T. Révision S.A., a société anonyme with registered office at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, recorded with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 51.238 (the “Liquidator”).

The Liquidator has the widest powers to do everything, which is required for the liquidation and the disposal of the assets of the Company.

*Third resolution*

The general meeting resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 to 148 bis of the Law.

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the “Companies Act”, without prior authorization of the General meeting of shareholders. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific operations or tasks to one or several persons or entities for the period it will fix.

The Liquidator shall be authorized to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders, in accordance with article 148 of the Companies Act.

*Fourth resolution*

The general meeting resolves to instruct the Liquidator to realize, at the best of its abilities and with regard to the circumstances, all the assets and to pay the debts of the Company. The Liquidator may distribute the Company’s assets to the members in cash or in kind to his willingness in the proportion of their participation in the capital and to issue a report on the liquidation.

*Fifth resolution*

The general meeting resolves to instruct the Auditor to issue a report on the liquidation.

*Sixth resolution*

The general meeting acknowledges that the Liquidator will convene an extraordinary general meeting of the shareholders resolving on the closing of the liquidation, which shall be held before a notary.

*Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the shareholders of the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand eight hundred euro (EUR 1,800).

There being no further business, the meeting is closed at 6.17 p.m.

Whereof this deed is drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing persons, these persons signed together with the notary this deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le sept août,  
par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme, établi sous la forme d'une société d'investissement en capital à risque conformément à la loi modifiée du 15 juin 2004 sur les sociétés d'investissement en capital à risque (la «Loi 2004»), "SKOLINC S.A., SICAR" (la «Société»), ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 155.227, constituée par acte notarié en date du 25 août 2010, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1882 du 14 septembre 2010

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié en date du 14 juin 2011, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2119 du 10 septembre 2011.

L'assemblée est ouverte à 18.00 heures sous la présidence de Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains,

qui désigne comme secrétaire Madame Brigitte Wahl, employée privée, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Chris Oberhag, employé privé, avec adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée a été convoquée par des notices de convocation envoyées à tous les actionnaires par courrier recommandé en date du 25 juillet 2014;

II. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

a. décision de dissoudre la société et de volontairement mettre la société en liquidation (liquidation volontaire) avec effet immédiat;

b. décision de nommer H.R.T. Révision S.A. liquidateur en relation avec la liquidation de la société (le «Liquidateur»);

c. détermination des pouvoirs du Liquidateur en relation avec la procédure de liquidation de la société;

d. décision d'instruire le liquidateur de réaliser, au meilleur de ses capacités et au regard des circonstances, tous les actifs de la société, de payer les dettes de la société, de procéder au rachat en nature des actions de la société et d'émettre un rapport sur la liquidation;

e. décision d'instruire l'auditeur de la société, Grant Thornton Lux Audit S.A. (l'«Auditeur»), d'émettre un rapport sur la liquidation; et

f. décision de donner pouvoir au Liquidateur de convoquer une assemblée générale des actionnaires décidant de la clôture de la liquidation.

III. Que les actionnaires présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions sont répertoriés dans une feuille de présence; cette feuille de présence, signée par les actionnaires, le mandataire des actionnaires représentés et le bureau, sera annexée au présent acte afin d'être enregistrée concomitamment par les autorités compétentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par la partie comparante seront également annexées au présent acte.

IV. Que sur quatre mille huit cent soixante-quinze (4.875) actions représentant l'intégralité du capital social, quatre mille (4.000) actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée.

V. Que la présente assemblée, représentant plus que cinquante pourcent (50%) du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Conformément aux articles 141-151 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), l'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire) avec effet immédiat.

*Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de nommer comme liquidateur H.R.T. Révision S.A., une société anonyme ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 51.238 (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour faire tout ce qui est nécessaire à la liquidation et à la cession des actifs de la Société.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs prévus aux articles 144 à 148 bis de la Loi.

Le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes les opérations, y compris celles visées à l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur peut, sous sa seule responsabilité, déléguer ses pouvoirs pour des opérations ou tâches spécifiques à une ou plusieurs personnes ou entités pour la durée qu'il fixera.

Le Liquidateur est autorisé à faire, à sa seule discrétion, les paiements anticipés du boni de liquidation (boni de liquidation) aux actionnaires, conformément à l'article 148 de la Loi sur les sociétés.

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide de charger le Liquidateur de réaliser, au mieux de ses capacités et en fonction des circonstances, tous les actifs et payer les dettes de la Société. Le Liquidateur pourra distribuer les actifs de la Société aux membres en espèces ou en nature selon sa volonté dans la proportion de leur participation dans le capital et de publier un rapport sur la liquidation.

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide de charger l'Auditeur de la Société de publier un rapport sur la liquidation.

*Sixième résolution*

L'assemblée générale prend acte que le Liquidateur convoquera une assemblée générale extraordinaire des actionnaires décidant de la clôture de la liquidation, qui aura lieu par devant un notaire.

*Evaluation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombent aux actionnaires de la Société en raison du présent acte sont évalués à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Plus rien étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 18.17 heures.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, B. Wahl, C. Oberhag, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 11 août 2014. REM/2014/1764. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151229/176.

(140172398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

---

**Boussard & Gavaudan SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 190.584.

---

**STATUTES**

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of September.

Before Maître Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned,  
appears

Boussard & Gavaudan Partners Limited, a company incorporated in England, having its registered office at, One Vine Street, W1J OAH, London and with registration number 04468200,

here duly represented by Ms. Sophie Henryon, employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a public company limited by shares, which such party declared to incorporate



## Title I. Name - Registered Office - Duration - Purpose

**Art. 1. Name.** There exists, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "Boussard & Gavaudan SICAV" (hereinafter the "Company").

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors. The registered office of the Company may be transferred within the same municipality by simple decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, military economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time.

**Art. 4. Purpose.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other assets permitted by Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law.

## Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

**Art. 5. Share Capital - Classes of Shares.** The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The initial capital for incorporation is thirty one thousand Euros (EUR 31,000), represented by thirty one thousand (31,000) shares of no par value. The minimum capital of the Company shall be one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-).

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Compartment (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors may establish portfolios of assets constituting each a compartment ("Compartment") within the meaning of Article 181 of the Law for one class of shares or for multiple classes of shares. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Compartment shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

### Art. 6. Form of Shares.

(1) Shares shall be issued in registered form only.

(2) Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates (if issued) shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

(3) Transfer of shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall

be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(4) Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(5) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(6) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

(7) The Company may decide to issue fractional shares up to the number of decimal places to be decided by the board of directors. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

**Art. 7. Issue of Shares.** The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may, at any time, issue different classes of shares within one or more Compartment, which may differ, inter alia, in their fee structure, subscription and/or redemption procedures, minimum initial and subsequent investment and/or holding requirements, type of target investors and distribution policy applying to them as more fully described in the sales documents.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Compartment, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed ten Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them. If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, which may in particular provide for the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé") and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the relevant Compartment.

**Art. 8. Redemption of Shares.** Any shareholder may require the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these articles of association.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall not exceed ten business days from the relevant Valuation Day, as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if on any given Valuation Day during the course of a Valuation Day, redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue in a specific class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interest of the Company. On the next Valuation Day during the course of a Valuation Day, following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in kind by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Valuation Day during the course of a Valuation Day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed shares shall be cancelled.

**Art. 9. Conversion of Shares.** Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Valuation Day during the course of a Valuation Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares declines to, or fails to reach, such number or such value as determined by the board of directors as the minimum appropriate level for the relevant Compartment or class, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

**Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares.** The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding (i) may be detrimental to the Company, (ii) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, (iii) if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred or (iv) if such person, firm or corporate body would not comply with the eligibility criteria of a given class of shares. Such persons, firms or corporate bodies to be determined by the board of directors being herein referred to as "Prohibited Persons". For the purpose of these articles of association, Prohibited Persons shall include without limitation (i) any "U.S. Person" as this term is hereinafter defined, (ii) any person not meeting the requirement of the relevant class of share or (iii) any person holding shares of classes reserved to Institutional Investors as defined under the Law who does not qualify as an Institutional Investor. For the purpose of the above, "US Person" shall have the meaning given in Regulation S of the U.S. Securities Act of 1933, as amended, shall mean any national, citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction or any person who is normally resident therein (including the estate of any such person or corporations or partnerships created or organised therein).

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares where it appears to it that such registry would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into the registry, to provide the Company any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day during the course of a Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or immediately following the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or classes of shares of the relevant Compartment. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

**Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share.** The net asset value per share of each class of shares shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Compartment and, to the extent applicable within a Compartment, expressed in the currency of quotation for the relevant class of shares. It shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day by the number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest 1/100 of the relevant currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all fixed-term deposits, money market instruments, cash in hand or cash expected to be received or cash contributions including interest accrued;
- 2) all debts which are payable upon presentation as well as all other money claims including claims for purchase price payment not yet fulfilled that arise from the sale of investment fund shares or other assets;
- 3) all investment fund shares;
- 4) all dividends and distributions due in favour of the Company, as far as they are known to the Company;
- 5) all interest accrued on interest-bearing securities that the Company holds, as far as such interest is not contained in the principal claim;
- 6) all financial rights which arise from the use of derivative instruments;
- 7) the provisional expenses of the Company, as far as these are not deducted, under the condition that such provisional expenses may be amortised directly from the capital of the Company;

8) all other assets of what type or composition, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

1) Investment funds are valued at their net asset value.

2) Liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest.

3) Fixed term deposits are valued at their nominal value plus accrued interest. Fixed term deposits with an original term of more than 30 days can be valued at their yield adjusted price if an arrangement between the Company and the bank, with which the fixed term deposit is invested has been concluded including that the fixed term deposits are terminable at any time and the yield adjusted price corresponds to the realisation value.

4) Commercial papers are valued at their nominal value plus accrued interest. Commercial papers with an original term of more than 90 calendar days can be valued at their yield adjusted price if an arrangement between the Company and the bank, with which the commercial paper is invested has been concluded including that the commercial papers are terminable at any time and the yield adjusted price corresponds to the realisation value.

5) Securities or financial instruments admitted for official listing on a regulated market are valued on the basis of the last available price at the time when the valuation is carried out. If the same security is quoted on a regulated market, the quotation on the principal market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be made in good faith by the board of directors or their delegate.

6) Unlisted securities or financial instruments are valued on the basis of their value realisation as determined by the board of directors or their delegate using valuation principles which can be examined by the auditor of the Company, in order to reach a proper and fair valuation of the total assets of each Compartment.

7) Any other assets are valued on the basis of their probable bid price as determined by the board of directors or their delegate using valuation principles which can be examined by the auditor of the Company, in order to reach a proper and fair valuation of the total assets of each Compartment.

8) the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position.

In the event that it is impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, the board of directors or their delegate shall be entitled to use other generally recognised valuation principles which can be examined by an auditor, in order to reach a pro-per valuation of the total assets of each Compartment.

II. The liabilities of the Company shall include:

1) all loans, bills of exchange and other sums due, including deposits of security such as margin accounts, etc. In connection with the use of derivative instruments; and

2) all administrative expenses that are due or have been incurred, including the costs of formation and registration at the registration offices as well as legal fees, auditing fees, all fees of the management company, the administration agent, the investment manager, the custodian and all other representatives and agents of the Company, the costs of mandatory publications, the sales documents for the shares of the Company, conclusions of transactions and other documents which are made available to the shareholders. If the fee rates agreed between the Company and the employed service providers (such as the management company, the domiciliary, Administration Agent, and Custodian or the investment manager) for such services deviate with regard to individual classes, the corresponding varying fees shall be charged exclusively to the respective class; and

3) all known liabilities, whether due or not, including dividends that have been declared but not yet been paid; and

4) a reasonable sum provided for taxes, calculated as of the day of the valuation as well as other provisions and reserves approved by the board of directors; and

5) all other liabilities of the Company, of whatever nature, vis-à-vis third parties; however, each Compartment shall be exclusively responsible for all debts, liabilities and obligations attributable to it.

For the purpose of valuing its liabilities, the Company may include all administrative and other expenses of a regular or periodic nature by valuing these for the entire year or any other period and apportioning the resulting amount proportionally to the respective expired period of time. The method of valuation may only apply to administrative or other expenses which concern all of shares equally.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Compartment in respect of each class of shares and may establish a Compartment in respect of multiple classes of shares in the following manner:

(a) If multiple classes of shares relate to one Compartment, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Compartment concerned;

(b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the class or classes of shares issued in respect of such Compartment, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Compartment attributable to the class of shares to be issued;

(c) The assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Compartment shall be applied to the class or classes of shares issued in respect of such Compartment, subject to the provisions here above under (a);

(d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same class or classes of shares as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class or classes of shares;

(e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Compartments are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the board of directors, the respective right of each class of shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant class of shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the class of shares, as described in the sales documents for the shares of the Company;

(f) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this article:

a) Shares that are redeemed in accordance with the provisions under Article 8 above shall be treated as existing shares and shall be posted until immediately after the point in time set by the board of directors for carry out the valuation; from this point in time until the price is paid, they shall be treated as a liability of the Company; and

b) All investments, cash in hand and other assets of any fixed assets that are not in the denomination of the class of shares concerned shall be converted at the exchange rate applicable on the day of the calculation of net asset value, taking into consideration their market value; and

c) On every Valuation Day, all purchases and sales of securities which were contracted by the Company on this very Valuation Day must be included in the valuation to the extent possible.

**Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares.** With respect to each class of shares, the net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors, such date being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

a) during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed which is the principal market or stock exchange for a significant part of the Compartment's investments, or in which trading is restricted or suspended;

b) during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of the Compartment, or it is impossible to transfer money involved in the acquisition or disposal of investments at normal rates of exchange, or it is impossible to fairly determine the value of any assets in the Compartment;

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Compartment's investments or the current prices on any stock exchange;

d) when for any reason beyond the control of the board of directors, the prices of any investment held by the Compartment cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or

e) during any period when remittance of money which will or may be involved in the purchase or sale of any of the Compartment's investments cannot, in the opinion of the and/or the board of directors, be effected at normal rates of exchange.

Furthermore, a feeder Compartment may temporarily suspend the redemption, reimbursement or subscription of its shares, when its master UCITS temporarily suspends the redemption, reimbursement or subscription of its units, whether this be at its own initiative or at the request of its competent authorities, for a period identical to the period of suspension imposed on the master UCITS.

Any such suspension shall be notified by the Company to all the shareholders and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value per share has been suspended.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other class of shares.

Any application for subscription, redemption or conversion of shares is irrevocable except in case of a suspension of the calculation of the net asset value per share in the relevant class/category of shares or Compartment, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

### **Title III. Administration and Supervision**

**Art. 13. Directors.** The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They will constitute a board of directors composed of one or several category A Director(s) and one or several category B Director(s). They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders, in particular by the shareholders at their annual general meeting for a period ending in principle at the next annual general meeting or until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. The shareholders shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

If a legal entity is appointed as director, such legal entity must designate a physical person as its permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

Directors shall be elected by the majority of the votes validly cast.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders which shall take a final decision regarding such nomination.

**Art. 14. Board Meetings.** The board of directors may choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors but in his absence the board of directors may appoint another director and, in the absence of a director, any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these articles of association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or facsimile or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference-call or video-conference or by other similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by such means of communication shall constitute presence in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented including at least one category A Director and one category B Director.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or by one category A Director and one category B Director. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented including at least one category A Director and one category B Director and voting at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

**Art. 15. Powers of the Board of Directors.** The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

**Art. 16. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of one category A Director and one category B Director or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

**Art. 17. Delegation of Power.** The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Company has appointed a management company (the "Management Company") as its management company and has delegated to the Management Company all powers related to the investment management, administration and distribution of the Company. The Management Company may delegate some of its responsibilities to affiliated and non-affiliated parties.

In particular, the Management Company may enter into one or more investment management agreements with one or several investment managers (the "Investment Managers"), as further described in the sales documents for the shares of the Company, who shall supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 18 hereof and may, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Management Company, have actual discretion to purchase and sell securities and other assets of the Company pursuant to the terms of a written agreement.

The board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

**Art. 18. Investment Policies and Restrictions.** The Company may invest solely in transferable securities or in other liquid financial assets referred to in Part I of the Law.

The board of directors, based upon the principle of risk spreading and in compliance the Law, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, (ii) the hedging strategy to be applied to specific classes of shares within particular Compartments and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with the sales documents and applicable laws and regulations.

The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

The board of directors may, at any time it considers appropriate, under the conditions and within the limits laid down by the Law and the relevant Luxembourg regulations and in accordance with the provisions laid down in the prospectus, (i) create a Compartment described either as a feeder UCITS or a master UCITS, (ii) convert any existing Compartment into a feeder UCITS or master UCITS Compartment, (iii) replace the master UCITS with one of its feeder UCITS Compartment.

Each Compartment may, subject to the conditions provided for in the sales documents, subscribe, acquire and/or hold securities to be issued or issued by one or more Compartments of the Company with respect to the subscription, acquisition and/or the holding by a company of its own shares, under the condition however that:

- the target Compartment does not, in turn, invest in the Compartment invested in this target Compartment;
- no more than 10% of the assets of the target Compartment whose acquisition is contemplated may, pursuant to the Articles be invested in aggregate in securities of other target Compartments of the same Company;
- voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the Compartment concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- in any event, for as long as these securities are held by the Company, their value will not be taken into consideration of the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law;



- there is no duplication of management/subscription or repurchase fees between those at the level of the Compartment of the Company having invested in the target Compartment, and this target Compartment.

**Art. 19. Conflict of Interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

**Art. 20. Indemnification of Directors.** The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 21. Auditors.** The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" (auditor), who shall carry out the duties prescribed by the Law.

The auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and until their successor is elected.

The auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

#### **Title IV. General Meetings - Accounting Year - Distributions**

**Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company.** The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice post at least eight calendar days prior to the meeting at their addresses shown on the register of shareholders. Such notices will include the agenda and will specify the time and place of the meeting and the conditions of admission.

General meeting of shareholders may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company in Luxembourg, on the first Monday of April of each year at 12:00 p.m. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require (i.e. political or military requirements).

The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

One or several shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such a request must be sent to the registered office of the Company by registered mail at least five days before the relevant meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

Each whole share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior the general meeting which they are related to. The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the shareholders present or represented.

**Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Compartment or in a Class of Shares.** The shareholders of the class or classes issued in respect of any Compartment may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Compartment.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 22 shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these articles of incorporation.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Compartment or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast.

**Art. 24. Termination and Amalgamation of Compartments or Classes of Shares.** The board of directors may decide to liquidate any Compartment if a change in the economic or political situation relating to the Compartment concerned would justify such liquidation or if required by the interests of the shareholders of any of the Compartments concerned. The decision of the liquidation will be notified to the shareholders concerned prior to the effective date of the liquidation and the notification will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the board of directors otherwise decides in the interests of the shareholders of the Compartment concerned, they may continue to request redemption or conversion of their shares on the basis of the applicable net asset value, taking into account the estimated liquidation expenses. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the Compartment will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of their beneficiaries.

In addition, the board of directors may decide, in compliance with the procedures laid down in Chapter 8 of the law of 17 December 2010, to merge any Compartment with another UCITS or a compartment within such UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State or whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) under the provisions of Directive 2009/65/EC.

A merger that has as a result that the Company ceases to exist needs to be decided at a general meeting of shareholders and certified by a notary. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

**Art. 25. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year. The Company's first accounting year shall end on 31 December 2014.

**Art. 26. Distributions.** The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Compartment shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Compartment shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payment of distributions shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued in respect of the relevant Compartment.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

#### **Title V. Final Provisions**

**Art. 27. Custodian.** To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the Law.

If the Custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

**Art. 28. Dissolution of the Company.** The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

**Art. 29. Liquidation.** Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

**Art. 30. Amendments to the Articles of Association.** These articles of association may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

**Art. 31. Statement.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

**Art. 32. Applicable Law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and Law as such laws have been or may be amended from time to time.

#### *Transitory measures*

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31 December 2014.

#### *Subscription - Payment*

The appearing party hereby declares to subscribe to the three hundred ten (310) shares issued by the Company as follows:

Boussard & Gavaudan Partners Limited, subscribes to three hundred ten (310) Shares with no par value to be allocated to the Shares of the Compartment named Boussard & Gavaudan SICAV - Boussard & Gavaudan Absolute Return.

All the shares have been fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

The undersigned notary declares that the conditions set forth in article 26, 26-3 and 26-5 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about EUR 2,500.-.

*Resolutions of the shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

Are appointed:

- Emmanuel Gavaudan, born in Paris, France on 20 October 1961, with professional address at 9-10 Savile Row, WIS3PF, London, United Kingdom, as category A Director of the Company;

- Manuel Kalbreier, born in Genf, Germany on 24 July 1973, with professional address at 9-10 Savile Row, WIS3PF, London, United Kingdom, as category A Director of the Company; and

- Alain Gérard, born in Sainte Adresse, France, on 19 January 1968, with professional address at 24 rue Beaumont, L1219, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as category B Director of the Company.

The directors shall serve for a period of six (6) years.

In accordance with article 16 of the Articles, the Company shall be bound by the joint signature of one category A Director and one category B Director or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Is elected as independent statutory auditor PricewaterCoopers, Société coopérative, having its registered office at 400, route d'Esch B.P. 1443, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The independent statutory auditor shall be appointed for a period ending at the close of the general meeting to be held in 2015.

The Company shall have its registered office at 5, allée Scheffer L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English.

Whereof this deed has been signed in Esch-sur-Alzette, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxyholder signed with us, the notary, the present original deed.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 22 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12666. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014151413/673.

(140173435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

---

**Resource Partners Holdings IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 156.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Andreas Demmel.

Référence de publication: 2014120130/10.

(140138251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

---

**Capula ESS (SIF 2) Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 177.362.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Capula ESS (SIF 2) Lux 1 S. à r.l.*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014124593/11.

(140141502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

---

**Core Business Consultancy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 143.417.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06. Août 2014.

Référence de publication: 2014124600/10.

(140142319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

---

**Carmeuse Middle-East and Asia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 165.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014124594/10.

(140142402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

---

**Carmignac International Luxembourg - CIL - S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 157.861.

**EXTRAIT**

En date du 28 juillet 2014, l'actionnaire unique de la société a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Mr Giovanni La Forgia, en tant qu'administrateur B de la société avec effet au 28 juillet 2014;
- La nomination de Melle Laetitia Vauchez, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en tant que nouvel administrateur B de la société avec effet au 28 juillet 2014 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014124595/14.

(140142247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

---

**C.P.I. Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rôlach.

R.C.S. Luxembourg B 139.729.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la société C.P.I. Luxembourg S.A. qui s'est tenue à Luxembourg en date du 25 mars 2013.*

L'assemblée a décidé:

De réélire les administrateurs jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en l'année 2019

- Monsieur Sgreccia Marco
- Monsieur Marochi Fabio
- Monsieur Mathgen Jean-Marie

De réélire le commissaire aux comptes jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2019

- Premium Advisory Partners S.A.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représenté.

Senningerberg, le 14 mars 2014.

*Pour la société*

*Mandataire*

Référence de publication: 2014124591/20.

(140142093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

---

**C. & M. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.  
R.C.S. Luxembourg B 45.391.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014124587/9.

(140141702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

---

**Carmeuse Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 114.218.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014124601/11.

(140141998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

---

**Bruellan Asset Management Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 164.352.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

*Pour BRUELLAN ASSET MANAGEMENT FUND*

*BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.*

*Agent Domiciliataire*

Référence de publication: 2014124579/14.

(140141743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

---

**Cabinet Vétérinaire HILGER-WEBER Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-3235 Bettembourg, 59, Montée de Krakelshaff.  
R.C.S. Luxembourg B 144.166.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 5 août 2014*

L'assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Résolution unique:*

L'assemblée générale décide de modifier la composition du Conseil de gérance comme suit:

1) Madame Laurence HILGER, médecin-vétérinaire, née à Luxembourg le 21 juin 1973 (No. Matricule 19730621186), demeurant à L-1518 Luxembourg, 1 rue du Comté de Joseph de Ferraris.

2) Madame Véronique WEBER, médecin-vétérinaire, née à Luxembourg le 5 mars 1981 (No. Matricule 19810305129), demeurant à L-3324 Bivange, 2 rue Edward Steichen.

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée et disposeront d'un pouvoir de signature individuel.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014124592/20.

(140141986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

---

**Provalliance Salons Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 18, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 70.351.

Le Bilans au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120075/9.

(140137473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

---

**Property Trier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 104.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Property Trier S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014121785/11.

(140139227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---

**Opera Gallery Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 144.488.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 5 juin 2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat de réviseur d'entreprises agréé de TEAMAUDIT S.A., avec siège social au 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120029/13.

(140138568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

---

**Corlux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 177.759.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 2014*

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2019:

- Monsieur Thierry FLEMING, licencié en sciences commerciales et financières, au 33, rue des Meurisiers, L-8253 Mamer, Président,

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2019:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Référence de publication: 2014124632/21.

(140142300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2014.

---

**Restaurant Le Wok Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8245 Mamer, 1A, rue de la Libération.  
R.C.S. Luxembourg B 164.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg. Signature.

Référence de publication: 2014120133/10.

(140138375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

---

**Restaurant Chez Zhang S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7217 Bereldange, 2, rue de Bridel.  
R.C.S. Luxembourg B 102.177.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg. Signature.

Référence de publication: 2014120153/10.

(140138283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

---

**Pervinage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 294.964.500,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 115.755.

**EXTRAIT**

En date du 1<sup>er</sup> août 2014, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- 1) La démission de M. Gongxun Lv en tant que gérant de la Société est acceptée avec effet au 1<sup>er</sup> août 2014
- 2) La nomination de M. Yaming Cao, avec adresse professionnelle au 712, 112 Ande Road, Xicheng District, Beijing, Chine, en tant que gérant est acceptée avec effet au 1<sup>er</sup> août 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014121762/14.

(140139029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---

**PAS (Lux), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 2.520.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 171.294.

*Extrait des résolutions du Conseil de gérance*

En date du 10 juin 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des gérants B suivant avec effet immédiat:

Johan Guido Myriam Christiane Jozef Dejans, 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Hille-Paul Schut, 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Johan Joost Tulkens, 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Gaëlle Attardo-Kontzler

*Mandataire*

Référence de publication: 2014121799/20.

(140139352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---



**Russian Asset MBS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 125.377.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014120144/10.

(140139277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.**RES 1 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.398.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 24 juillet 2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Pierre Foucry, avec adresse professionnelle au 50, avenue Pierre Mendès, 75013 Paris, France, au mandat d'administrateur de catégorie C, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

2. Acceptation de la démission de Josiane Lancelle, avec adresse au 47, rue Léonce Reynaud, 75116 Paris, France, de son mandat d'administrateur de catégorie C, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120151/16.

(140138562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.**RZ Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 177.988.

*Cession de parts*

Entre les parties:

Monsieur Ramazan, Romain SEYT

24, rue Duret

F-75016 Paris

Monsieur Zied RIAHI

3, allée du chat botté

F-95580 Andilly

Et

La société RZ FINANCE EMIRATES LIMITED

C/O Worldwide Formations

Monarch Office Tower

1 Sheikh Zayed Road

PO BOX 33964 Dubai, United Arab Emirates

Registrar of International Companies Ras Al Khaimah no 20141265

Monsieur Ramazan, Romain SEYT et Monsieur Zied RIAHI cèdent en date d'aujourd'hui 200 parts de la société à responsabilité limitée RZ FINANCE S. à r.l., numéro de registre de commerce B 177988, avec siège social au 6, Boulevard Pierre Dupong, L-1430 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 juin 2014.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014120169/28.

(140138069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

**P.N.M. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7418 Buschdorf, 35, An Urbech.

R.C.S. Luxembourg B 99.084.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014120039/9.

(140137412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

---

**Peiffer Constructions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 15, rue des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg B 101.611.

Le bilan et le compte de pertes et profits abrégés au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A R.L.

Platinerei 8 - L-8552 OBERPALLEN

Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2014120086/13.

(140137959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

---

**S.F.I.P. SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 102.903.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 25 juillet 2014*

Il résulte du procès-verbal que:

L'assemblée Générale accepte les démissions de Monsieur Jeannot DIDERRICH, Monsieur Romain WAGNER de leurs mandats d'Administrateurs.

L'Assemblée prend acte de la démission de la société KARTHEISER MANAGEMENT S.à r.l., inscrite sous le numéro B 33 849 et ayant son siège social 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg de son mandat de commissaire aux comptes de la Société avec effet à la date de la présente assemblée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S.F.I.P. S.A.

Référence de publication: 2014120178/16.

(140137134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

---

**Searchlight BMS I (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 176.374.

Par résolutions prises en date du 11 juin 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de François Dekker, avec adresse professionnelle à Berkeley Square House, Berkeley Square, Fifth Floor, W1J 6BR Londres, Royaume-Uni, au mandat de gérant de catégorie A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Nomination de Philippe Delrée, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014120189/16.

(140137354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

---

**YCH S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 138.284.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 Novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> août 2014.

YCH S.à r.l.

Johannes de Zwart

Gérant

Référence de publication: 2014122045/14.

(140139334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---

**JP Commercial VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.  
R.C.S. Luxembourg B 129.114.

*Auszug aus dem Protokoll des alleinigen Gesellschafters der Gesellschaft vom 20. Juni 2014*

Der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hat mit Wirkung zum 01. Juli 2014 die Rücktrittserklärungen von Daniel Graf von der Schulenburg als Geschäftsführer der Gesellschaft akzeptiert.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 29. Juli 2014.

JP Commercial VI S.à r.l.

Diane Wolf

Référence de publication: 2014122871/15.

(140140721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

---

**Leafy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,02.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 159.681.

---

**EXTRAIT**

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 26 juin 2014 et avec effet immédiat, ont décidé:

1 d'accepter la démission de Monsieur Lars Frankfelt en tant que gérant de catégorie A de la Société,

2 d'abolir la classification en catégorie B des gérants actuellement en fonction

3 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une période indéfinie:

- Monsieur Thomas Sonnenberg, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

- Monsieur Antonis Tzanetis, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

- Monsieur Mats Eklund, demeurant professionnellement 13 Farm Place, Londres, W8 7SX, Royaume-Unis.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé sans classification en tant que gérants de catégorie A ou de catégorie B de la manière suivante:

Monsieur Michiel Kramer

Monsieur Heiko Dimmerling

Monsieur Thomas Sonnenberg

Monsieur Antonis Tzanetis

Monsieur Mats Eklund

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Leafy S.à r.l.*

Référence de publication: 2014121593/25.

(140138901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

---

**Horlogerie-Bijouterie Kinn S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4818 Rodange, 20, avenue Dr Gaasch.  
R.C.S. Luxembourg B 45.125.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122809/9.

(140140835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

---

**Ici Paris XL (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 80, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 92.955.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 05/08/2014.

Référence de publication: 2014122818/10.

(140141392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

---

**Indigo Capital IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 93.363.

En date du 30 juillet 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de En Lee, en tant que gérant de classe B de la Société, est acceptée avec effet de le 21 juillet 2014;
- Madame Barbara Neuerburg, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de classe B de la Société avec effet de le 21 juillet 2014 et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014122821/13.

(140140220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

---

**Indigo Real Estate 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 179.069.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 17 juillet 2014*

En date du 17 juillet 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Nao MAEDA, née le 10 juin 1977 à Kanagawa, Japon, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 7a, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet au 17 juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Madame Frédérique DUCULOT, gérant B
- Monsieur Philippe LECLERCQ, gérant B
- Monsieur Michael WENGROFSKY, gérant A
- Madame Nao MAEDA, gérant A

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2014.

Indigo Real Estate 3 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014122822/22.

(140140994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

---

**Horus Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 132.788.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122810/9.

(140140967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**I.E. Lux Berlin n° 1 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 106.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122816/9.

(140140846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**Intal Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.  
R.C.S. Luxembourg B 145.472.

*Extrait sincère et conforme des décisions de l'actionnaire unique adoptées à Bertrange le 09 juin 2014 à 09 heures*

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'administrateur unique de Monsieur Gabriel JEAN, juriste, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été renouvelé pour une période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2020.

Il résulte également dudit procès-verbal que le mandat de commissaire aux comptes de la société MARBLEDEAL Luxembourg Sàrl, avec siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, a été renouvelé pour une période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2020.

Bertrange, le 09 juin 2014.

Pour INTAL INVEST S.A.

Référence de publication: 2014122847/16.

(140140598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**J.M.P. International S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 26.972.

*Extrait de l'Assemblée Générale Annuelle tenue à Luxembourg le 2 juillet 2014*

L'Assemblée décide de renouveler les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Paul HAELTERMAN demeurant au 65, Groenstraat, B-1730 Asse;
- Monsieur Michel HAELTERMAN demeurant au 57, Heedstraat, B-1730 Asbeek;
- Monsieur Philippe SLENDZAK demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Le mandat de commissaire aux comptes de FIDUO prenant fin, l'Assemblée Générale décide de ne pas le renouveler et de nommer Auditeurs Associés, société immatriculée au Registre de Commerce des Sociétés Luxembourg sous le numéro B93937, ayant son siège social au 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions de commissaire aux comptes.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014122863/20.

(140141178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**Click'n Taste s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhof, 22, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 177.019.

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept juin.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

**ONT COMPARU:**

1.- La société anonyme «F & F S.A.», ayant son siège social à L-8399 Windhof, 22, rue de l'Industrie, Bâtiment W22, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 176.817,

détentriche de six cent soixante (660) parts sociales.

2.- Madame Déborah LEGOIN, épouse L'HOPITAL, employée privée, née à Vernon (France) le 28 décembre 1976, demeurant à L-3397 Roeser, 43, rue d'Alzingen,

détentriche de cent cinquante (150) parts sociales.

3.- La société à responsabilité limitée «Phil et Jean S. à r.l.», ayant son siège social à L-8011 Strassen, 373, route d'Arlon, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 152.504,

détentriche de cent soixante (160) parts sociales.

4.- Monsieur Lionel LITT, employé privé, né à Sarreguemines (France) le 4 novembre 1985, demeurant à F-57650 Fontoy, 6, rue de Verdun, détenteur de quinze (15) parts sociales

5.- Monsieur Vincent FINCK, employé privé, né à Thionville (France) le 1<sup>er</sup> novembre 1981, demeurant à L-4831 Rodange, 120, route de Longwy, détenteur de quinze (15) parts sociales.

Tous cinq ici représentés aux fins des présentes par Monsieur Philippe MULLER, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu de cinq procurations sous seing privé lui délivrées en date du 14 juin 2014, lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-dessus, agissant en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée "Click'n Taste s. à r.l." (numéro d'identité 2013 24 17 173), avec siège social à L-8399 Windhof, 22, rue de l'Industrie, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 177.019, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 8 avril 2013, publié au Mémorial C, numéro 1518 du 26 juin 2013,

ont requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les associés décident de remplacer les mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent dix euros (€ 110.-) chacune par onze mille (11.000) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (€ 10.-) chacune.

La répartition des parts sociales entre associés s'établit dès lors comme suit:

1.- La société anonyme «F & F S.A.», préqualifiée, sept mille deux cent soixante parts sociales . . . . .	7.260
2.- Madame Déborah LEGOIN, épouse L'HOPITAL, préqualifiée, mille six cent cinquante parts sociales . . . . .	1.650
3.- La société à responsabilité limitée «Phil et Jean S. à r.l.», préqualifiée, mille sept cent soixante parts sociales . . . . .	1.760
4.- Monsieur Lionel LITT, préqualifié, cent soixante-cinq parts sociales . . . . .	165
5.- Monsieur Vincent FINCK, préqualifié, cent soixante-cinq parts sociales . . . . .	165
Total: onze mille parts sociales . . . . .	11.000

*Deuxième résolution*

Les associés décident d'augmenter le capital social à concurrence de cent cinq mille euros (€ 105.000.-) pour le porter de son montant actuel de cent dix mille euros (€ 110.000.-) à deux cent quinze mille euros (€ 215.000.-) par la création et l'émission de dix mille cinq cent (10.500) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (€ 10.-) chacune.

*Souscription et libération*

Messieurs Lionel LITT et Vincent FINCK, les associés préqualifiés sub 4.- et 5.-, ont déclaré renoncer expressément à souscrire à la susdite augmentation de capital.

Les associés décident d'admettre à la souscription des dix mille cinq cent (10.500) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (€ 10.-) chacune:

a) la société "F & F S.A.", associée sub 1.-, à concurrence de quatre mille (4.000) parts sociales nouvelles;

b) Madame Déborah LEGOIN, épouse L'HOPITAL, associée sub 2.-, à concurrence de sept cent cinquante (750) parts sociales nouvelles;

c) la société "Phil et Jean S. à r.l.", associée sub 3.-, à concurrence de trois mille deux cent cinquante (3.250) parts sociales nouvelles;

d) Monsieur Pascal MARTINO, consultant, né à Versailles (France) le 24 décembre 1978, demeurant à L-8224 Mamer, 29, rue de Rome, à concurrence de mille (1.000) parts sociales nouvelles;

e) Monsieur Philippe MULLER, juriste, né à Saint-Avold (France) le 26 mars 1983, demeurant à L-1451 Luxembourg, 23, rue Théodore Eberhard, à concurrence de mille cinq cents (1.500) parts sociales nouvelles.

Les souscripteurs préqualifiés sub a) à d) sont ici représentés aux fins des présentes par Monsieur Philippe MULLER, le souscripteur sub e),

les souscripteurs sub a) à c) en vertu des trois procurations dont question ci-dessus,

et le souscripteur sub d) en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 14 juin 2014, laquelle dernière procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Monsieur Philippe MULLER, le souscripteur sub e), est ici présent.

Lesquels souscripteurs sub a) à e) déclarent souscrire la totalité des dix mille cinq cents (10.500) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (€ 10.-) chacune, dans les proportions ci-dessus indiquées et les libérer entièrement par incorporation de cinq (5) créances certaines, liquides et exigibles aux montants respectifs de quarante mille euros (€ 40.000.-), sept mille cinq cents euros (€ 7.500.-), trente-deux mille cinq cents euros (€ 32.500.-), dix mille euros (€ 10.000.-) et quinze mille euros (€ 15.000.-) détenues par eux sur la prédite société "Click'n Taste s.à r.l."

Il est certifié au notaire soussigné de l'existence des prédites créances par une copie des cinq (5) reconnaissances de dettes signées par la société "Click'n Taste s.à r.l.", un état comptable établi en date du 31 mars 2014 et une attestation d'un des gérants techniques, de la gérante administrative et de la société Comptafisc, expert-comptable, demeurant à L-3899 Foetz, 8, rue Théodore de Wacquant, que les susdites créances existent encore à ce jour, lesquels copies, état comptable et attestation, après avoir été paraphés "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être enregistrés avec celui-ci.

En conséquence, les parts sociales se répartissent désormais comme suit:

1.- La société anonyme «F & F S.A.», préqualifiée, onze mille deux cent soixante parts sociales . . . . .	11.260
2.- Madame Déborah LEGOIN, épouse L'HOPITAL, préqualifiée, deux mille quatre cent parts sociales . . . . .	2.400
3.- La société à responsabilité limitée «Phil et Jean S. à r.l.», préqualifiée, cinq mille dix parts sociales . . . . .	5.010
4.- Monsieur Lionel LITT, préqualifié, cent soixante-cinq parts sociales . . . . .	165
5.- Monsieur Vincent FINCK, préqualifié, cent soixante-cinq parts sociales . . . . .	165
6.- Monsieur Pascal MARTINO, préqualifié, mille parts sociales . . . . .	1.000
7.- Monsieur Philippe MULLER, préqualifié, mille cinq cent parts sociales . . . . .	1.500
Total: vingt et un mille cinq cents parts sociales . . . . .	21.500

#### Troisième résolution

En conséquence, les associés décident de modifier le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. al. 1<sup>er</sup>** . Le capital social est fixé à deux cent quinze mille euros (€ 215.000.-), représenté par vingt-et-un mille cinq cent (21.500) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (€ 10.-) chacune."

#### Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, est évalué sans nul préjudice à mille cinq cents euros (€ 1.500.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: MULLER, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 9 juillet 2014. Relation: CAP/2014/2652. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 4 août 2014.

Référence de publication: 2014122260/104.

(140140424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

**Schmitcom S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8279 Holzem, 28, rue de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 55.150.

L'an deux mil quatorze, le trente juillet,

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

Ont comparu:

1 - Monsieur Claude SCHMIT, maître menuisier, né à Luxembourg le 07 avril 1953, demeurant à L-8279 Holzem, 28, rue de Capellen,

2 - Monsieur Michel SCHMIT, employé privé, né à Luxembourg le 07 février 1983, demeurant à L-8279 Holzem, 28, rue de Capellen, et

3 - Monsieur Bernard SCHMIT, employé privé, né à Luxembourg le 22 novembre 1980, demeurant à L-8041 Strassen, 120, rue des Romains.

Lesquels comparants ont démontré au notaire instrumentaire qu'ils détiennent ensemble la totalité des 2.000 parts de la société SCHMITCOM s.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, 297, rue de Neudorf,

inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 55.150, NIN 1996 2405 405

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Emile SCHLESSER, de résidence à Luxembourg, en date du 04 juin 1996, publié au Mémorial C numéro 442 du 09 septembre 1996,

et dont les statuts ont été modifiés aux termes d'une assemblée générale extraordinaire actée par le notaire instrumentaire en date du 26 mai 2009, publiée au Mémorial C numéro 1184 du 17 juin 2009.

Ensuite, ils se sont constitués en assemblée générale extraordinaire et ont requis le notaire d'acter comme suit les résolutions suivantes:

*Associés:*

L'assemblée soumet au notaire plusieurs cessions de parts intervenues sous seing privé.

Suite à ces cessions, l'assemblée prie le notaire d'acter que les parts représentant le capital de la société sont détenues comme suit:

- Monsieur Claude SCHMIT: .....	1200 parts sociales
- Monsieur Michel SCHMIT: .....	400 parts sociales
- Monsieur Bernard SCHMIT: .....	<u>400 parts sociales</u>
- TOTAL: .....	2000 parts sociales

*Modification statutaire:*

En suite de la résolution ci-dessus, l'article 6 des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de cinquante mille Euros (€ 50.000,-) divisé en deux mille parts sociales (2.000) de vingt-cinq Euros (€ 25,-) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

*Transfert du siège social:*

Le siège de la société est transféré à L-8279 Holzem, 28, rue de Capellen.

La première phrase de l'article 5 des statuts sera modifiée comme suit:

« **Art. 5. alinéa 1<sup>er</sup>.** Le siège de la société est établi dans la Commune de Mamer».

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel et résidence, lesdits comparants ont signé ensemble avec Nous notaire la présente minute après d'être identifiés au moyen de copies de leurs cartes d'identité.

Signé: C. schmit, M. Schmit, B. Schmit, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 1<sup>er</sup> août 2014. Relation: CAP/2014/2981. Reçu soixante-quinze euros 75,-€.

*Le Receveur (signé): I. Neu.*

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 7 août 2014.

Référence de publication: 2014128211/49.

(140144821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2014.